

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TMB/N/294

23 septembre 1997

(97-3826)

---

Organe de supervision des textiles

Original: anglais

## ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS

### Communication de la Nouvelle-Zélande

L'Organe de supervision des textiles a reçu une communication de la Nouvelle-Zélande en réponse à la demande de renseignements additionnels<sup>1</sup> qu'il a formulée dans le cadre de la préparation de son rapport général sur la mise en oeuvre de l'ATV pendant la première étape, conformément au paragraphe 11 de l'article 8.

L'OSpT distribue cette communication aux Membres de l'OMC pour information.

---

<sup>1</sup>Voir le document G/TMB/11, distribué le 14 février 1997.

Mission permanente de la Nouvelle-Zélande  
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Le 29 avril 1997

Monsieur le Directeur,

**OMC: ACCORD SUR LES TEXTILES ET LES VETEMENTS: EXAMEN DE 1997**

En réponse à l'invitation de l'Organe de supervision des textiles, qui a demandé aux Membres de l'OMC de rendre compte de la mise en oeuvre de l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV), le Gouvernement néo-zélandais communique les renseignements suivants.

La Nouvelle-Zélande poursuit la mise en oeuvre de son programme de libéralisation pour les industries des textiles et des vêtements. Toutes les restrictions quantitatives sont aujourd'hui supprimées depuis un certain temps: les dernières restrictions par voie de licences d'importation ont été éliminées en juillet 1991 pour les textiles et en juillet 1992 pour les vêtements. La Nouvelle-Zélande a par ailleurs notifié à l'OMC sa décision de ne pas conserver le droit d'utiliser le mécanisme de sauvegarde transitoire prévu dans l'ATV.

Un programme de réductions tarifaires applicables à tous les droits de douane qui subsistaient en ce qui concerne les textiles et ceux qui frappaient les vêtements pour la période allant de 1992 à 1996 a été mis en oeuvre, et un nouveau programme de réductions sera lancé le 1er juillet 1997. Dans le cadre de ce programme, les droits *ad valorem* frappant les vêtements seront réduits de 50 pour cent entre le 1er juillet 1997 et le 1er juillet de l'an 2000. Les droits applicables aux textiles connaîtront des réductions analogues. Le niveau maximum des droits *ad valorem* sera de 15 pour cent pour les vêtements et de 10 pour cent pour les textiles (toutefois, une grande partie des importations de textiles de la Nouvelle-zélande sont déjà admises en franchise de droits). Une série de droits spécifiques alternatifs s'appliquent à certains types de vêtements, mais ils seront également réduits de 50 pour cent entre juillet 1997 et juillet de l'an 2000. En février 1997, le gouvernement a annoncé la suppression des droits spécifiques frappant la plupart des vêtements pour enfants.

Un autre examen tarifaire, qui inclura les droits applicables aux textiles et aux vêtements, est prévu pour 1998. Lors de cet examen, le Gouvernement néo-zélandais déterminera comment parvenir à un point final zéro dans le cadre d'un programme national unilatéral de réductions tarifaires.

Les programmes de réductions tarifaires de la Nouvelle-Zélande ont été élaborés de concert avec les autres politiques économiques du gouvernement pour encourager l'industrie néo-zélandaise à renforcer sa compétitivité internationale, tout en reconnaissant que des ajustements sont nécessaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, les assurances de ma haute considération.

(signé) Martin Harvey  
Représentant permanent adjoint (OMC)

Monsieur Alberto Campeas  
Directeur de la Division des textiles  
Organisation mondiale du commerce  
Centre William Rappard  
Rue de Lausanne 154  
CH-1211 Genève 21